

PME et entreprises familiales romandes : tendances 2016

Sondage PwC Romandie
(2^e édition)

Étude : Novembre 2015 –
Janvier 2016







Contenu

1. L'essentiel en bref	4
2. Échantillon	6
3. Situation économique et internationalisation	10
4. Trésorerie	14
5. Ralentissement de l'économie	20
6. Conditions cadres	22
7. Cessions/acquisitions	24
8. Main d'œuvre	26
9. Financement externe	30
10. Fiscalité	32
11. Systèmes d'information	36

Les PME romandes demeurent en bonne santé économique.

Près d'un an après la décision de la BNS, elles ont en majorité surmonté le problème de l'abandon du taux plancher. Les capacités d'autofinancement pourraient expliquer la remarquable résistance à la crise du tissu économique romand.

1. *L'essentiel en bref*

La première édition de cette étude a été réalisée en 2014. Deux ans plus tard, nous avons reconduit notre sondage, auquel 125 entreprises romandes ont participé. Leurs réponses démontrent que les PME romandes demeurent en bonne santé économique. En effet, 85 % des entreprises sondées estiment que leurs situation économique est plutôt bonne (contre 88 % en 2014). D'autre part, il est réjouissant de constater que les PME romandes ne semblent pas trop avoir souffert de la crise des devises. Même si 70 % déclarent avoir été impactées par l'abandon du taux plancher face à l'euro, 79 % des sondés disent ne pas avoir de problèmes de trésorerie. Près d'une année après la décision de la BNS, nous constatons que les PME romandes ont en majorité surmonté ce problème. Les capacités d'autofinancement semblent toujours fortes et pourraient expliquer la

remarquable résistance à la crise du tissu économique romand. Le cas des sociétés industrielles majoritairement exportatrices demeure toutefois en marge de ce constat réjouissant.

Concernant la fiscalité, une petite majorité des PME estime être bien informée sur la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Même si la plupart des répondants s'attendent à percevoir des avantages, une grande majorité des entreprises reste dans l'attente de connaître le texte final avant de prendre des mesures.

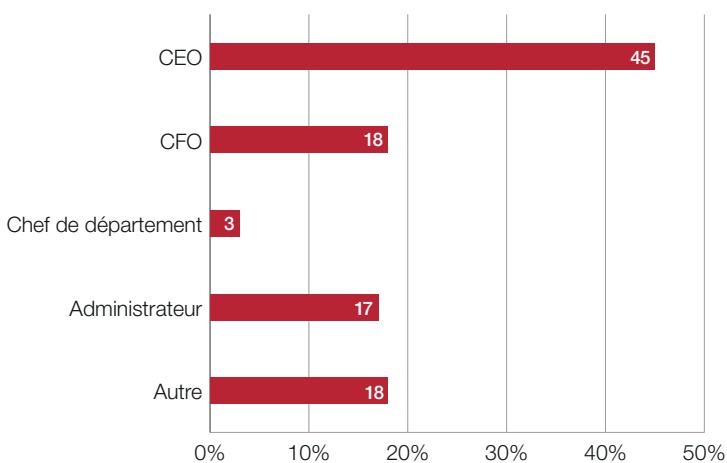


Les caractéristiques de cet échantillon sont très proches de celles de notre étude réalisée en 2014. Nous pouvons donc faire des comparaisons pertinentes.

2. Échantillon

Notre étude enregistre 7% de participation en plus par rapport à 2014. Les répondants sont principalement des CEO, des CFO ou des administrateurs, ce qui garantit la pertinence des résultats. L'échantillon peut être considéré comme représentatif du marché des PME, tant en termes d'industrie, avec 37% de réponses dans le domaine des services et 19% dans le domaine de la production, qu'en termes géographiques, avec 80% des sociétés basées dans les cantons de Vaud, Genève et Neuchâtel. Près de la moitié de l'échantillon génère un chiffre d'affaires supérieur à 10 mio CHF et 40% emploient plus de 50 personnes. Il est important de noter qu'une majorité des entreprises sondées sont pérennes puisque 52 % d'entre elles existent depuis plus de 30 ans. Les caractéristiques de cet échantillon sont très proches de celles de notre étude réalisée en 2014. Nous pouvons donc faire des comparaisons pertinentes entre ces deux années, même si les répondants ne sont pas systématiquement les mêmes.

Quelle est votre fonction au sein de la raison sociale ?



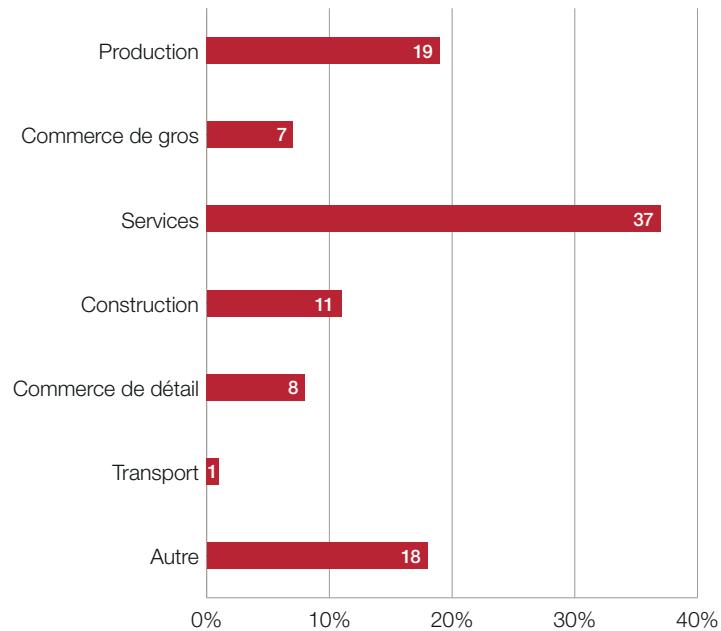
Nombre total de répondants : 119

Choix de réponses	Réponses
CEO	45%
CFO	18%
Chef de département	3%
Administrateur	17%
Autre	18%

Dans quel domaine d'activité opérez-vous ?

Nombre total de répondants : 123

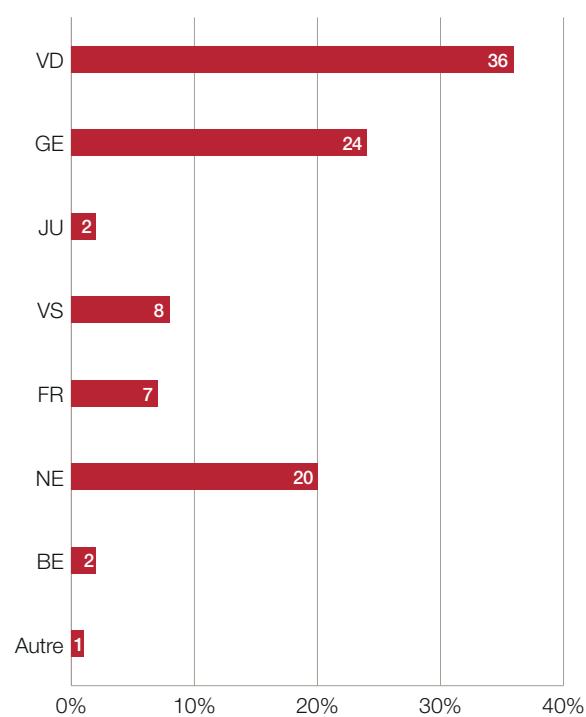
Choix de réponses	Réponses	
Production	19%	23
Commerce de gros	7%	9
Services	37%	45
Construction	11%	13
Commerce de détail	8%	10
Transport	1%	1
Autre	18%	22



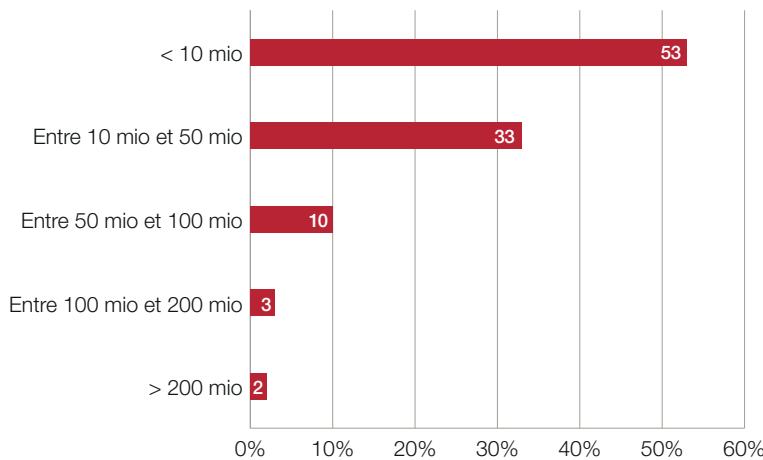
Dans quel canton êtes-vous domicilié ?

Nombre total de répondants : 123

Choix de réponses	Réponses	
VD	36%	44
GE	24%	30
JU	2%	2
VS	8%	10
FR	7%	9
NE	20%	25
BE	2%	2
Autre	1%	1



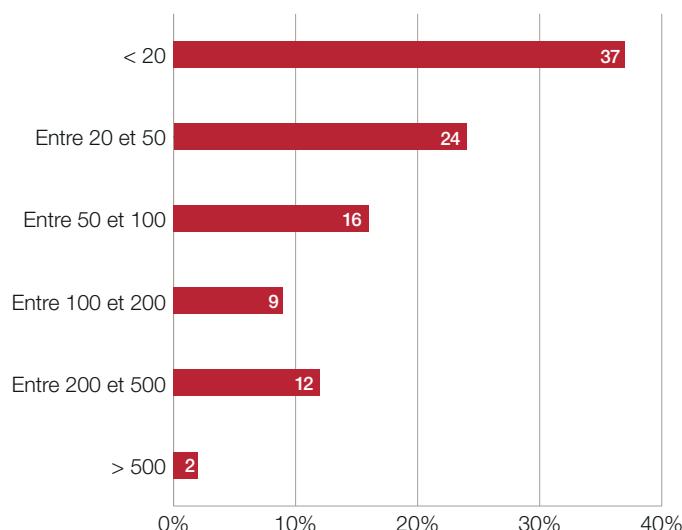
Quel est votre chiffre d'affaires annuel ?



Nombre total de répondants : 120

Choix de réponses	Réponses
< 10 mio	53%
Entre 10 mio et 50 mio	33%
Entre 50 mio et 100 mio	10%
Entre 100 mio et 200 mio	3%
> 200 mio	2%

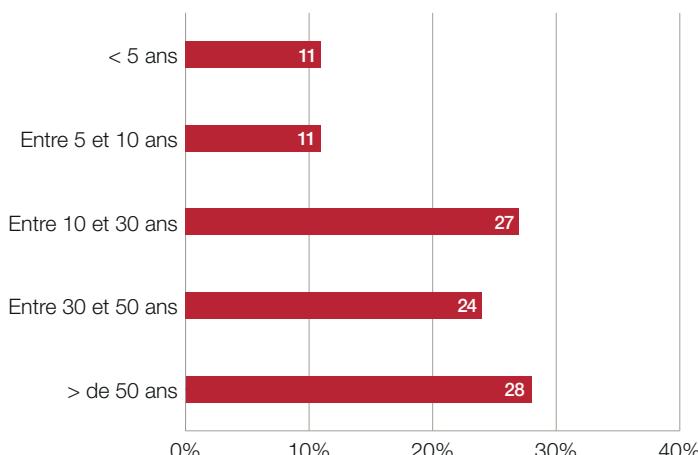
Combien de collaborateurs employez-vous ?



Nombre total de répondants : 123

Choix de réponses	Réponses
< 20	37%
Entre 20 et 50	24%
Entre 50 et 100	16%
Entre 100 et 200	9%
Entre 200 et 500	12%
> 500	2%

Depuis combien d'années votre entreprise existe-t-elle ?



Nombre total de répondants : 123

Choix de réponses	Réponses
< 5 ans	11%
Entre 5 et 10 ans	11%
Entre 10 et 30 ans	27%
Entre 30 et 50 ans	24%
> de 50 ans	28%



L'ouverture à de nouveaux marchés peut souvent apporter des solutions de développement moins compliquées et moins risquées que la diversification.

3. Situation économique et internationalisation

Il est réjouissant de constater que 85% des personnes interviewées évaluent la situation économique comme plutôt bonne, même si ce chiffre est en légère baisse par rapport à 2014 (88%). Un tiers seulement des entreprises définissent l'internationalisation comme une de leurs priorités. Sachant que 40% des sondés estiment qu'ils ne sont pas à même d'identifier les opportunités d'affaires internationales, il est compréhensible que la majorité se tourne vers de nouveaux domaines d'activité ou de nouveaux produits pour répondre à un ralentissement de l'économie. Nous

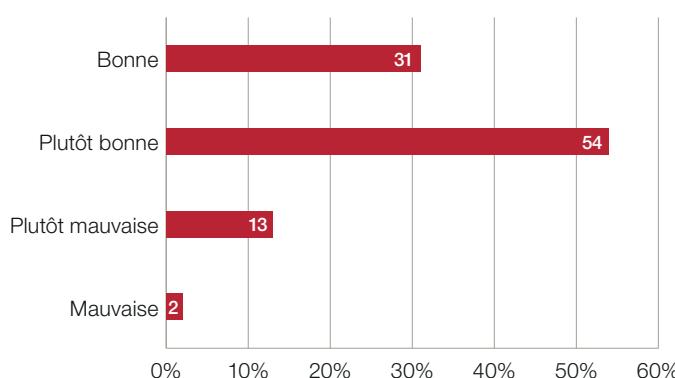
recommandons cependant d'évaluer les possibilités de développement international, car l'ouverture à de nouveaux marchés peut souvent apporter des solutions de développement moins compliquées et moins risquées que la diversification.

Une analyse du choix des marchés cibles et du panorama concurrentiel s'imposant, nous avons identifié des éléments importants pour votre stratégie de croissance et d'expansion.

Pour un marché global, spécifique ou marché de niche :

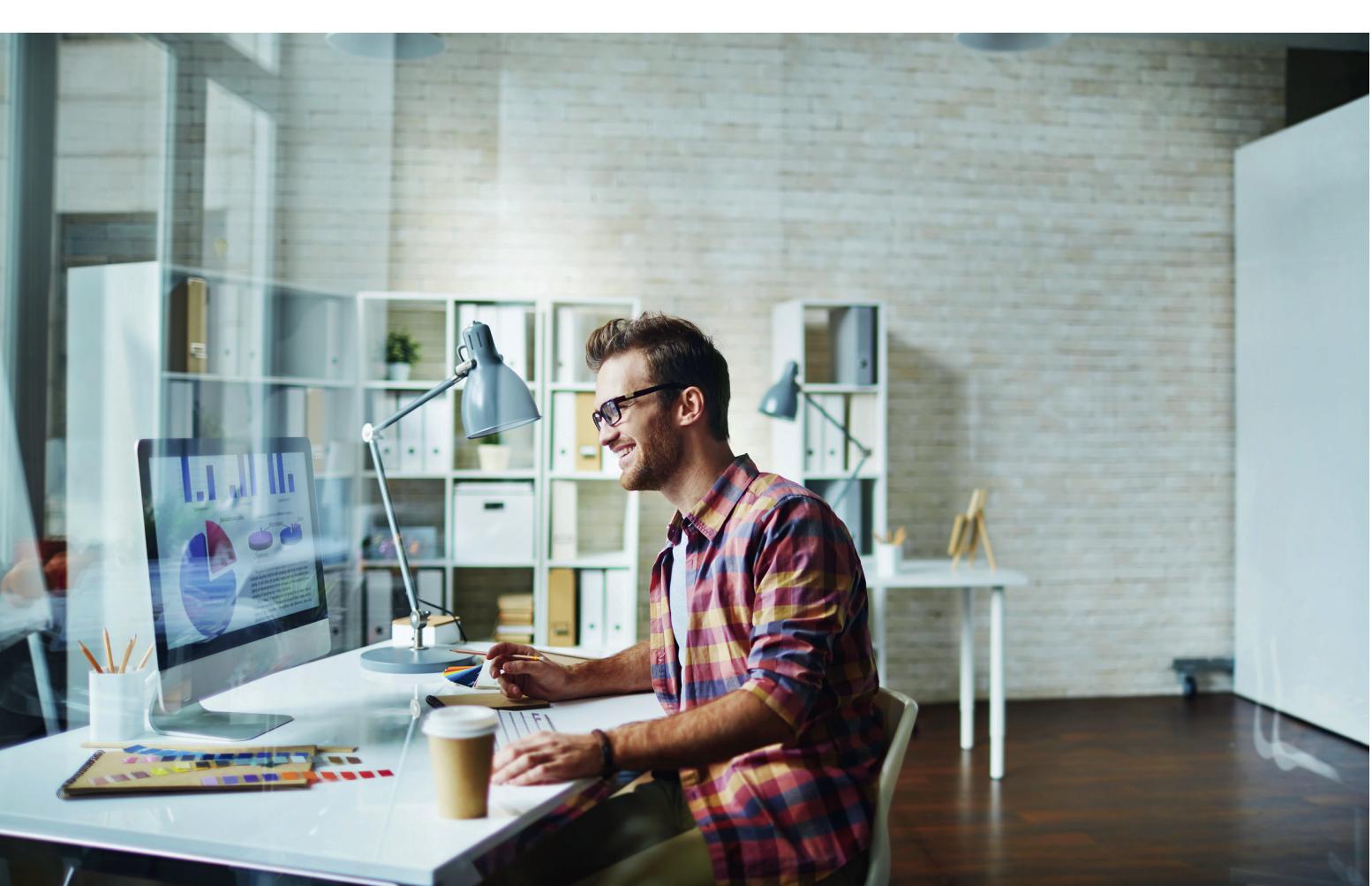
- Tendances structurantes des marchés cibles
- Synthèse de dynamique de marchés (valeur)
- Tendances de consommation
- Parts de marchés par segments
- Structure de distribution par marché
- Panorama concurrentiel pour obtenir une vue d'ensemble des acteurs clés :
 - Consommateurs cibles
 - Promesse de leur marque
 - Ligne de produits en vente
 - Canaux de distribution
 - CA/géographie

Comment évaluez-vous la situation économique de votre entreprise ?



Nombre total de répondants : 119

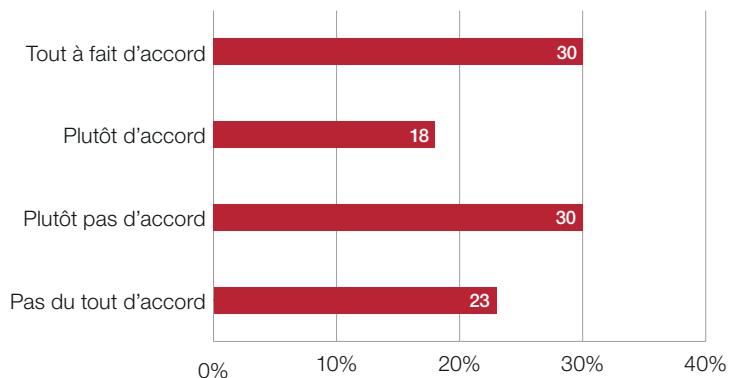
Choix de réponses	Réponses
Bonne	31%
Plutôt bonne	54%
Plutôt mauvaise	13%
Mauvaise	2%



L'internationalisation est au cœur de vos priorités.

Nombre total de répondants : 118

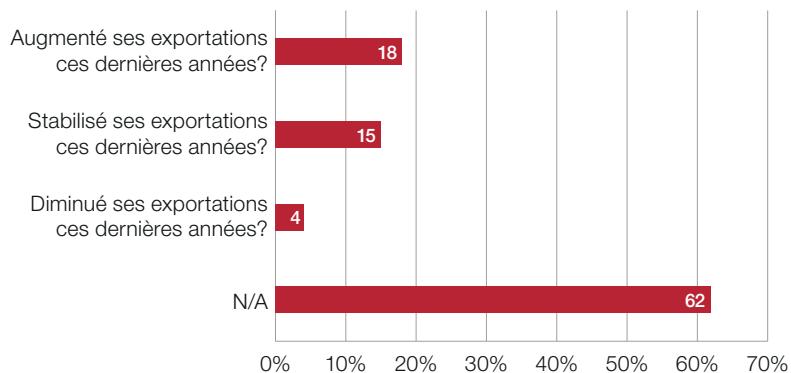
Choix de réponses	Réponses
Tout à fait d'accord	30%
Plutôt d'accord	18%
Plutôt pas d'accord	30%
Pas du tout d'accord	23%



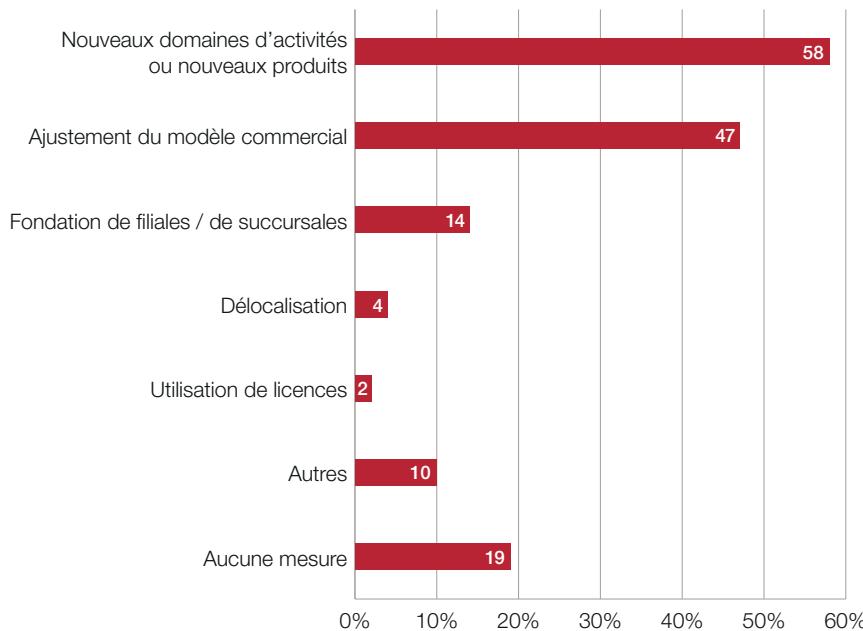
Votre société a-t-elle...

Nombre total de répondants : 117

Choix de réponses	Réponses
Augmenté ses exportations ces dernières années?	18%
Stabilisé ses exportations ces dernières années?	15%
Diminué ses exportations ces dernières années?	4%
N/A	62%



Votre société a-t-elle pris des mesures face à un possible ralentissement de l'économie ? (plusieurs réponses possibles)



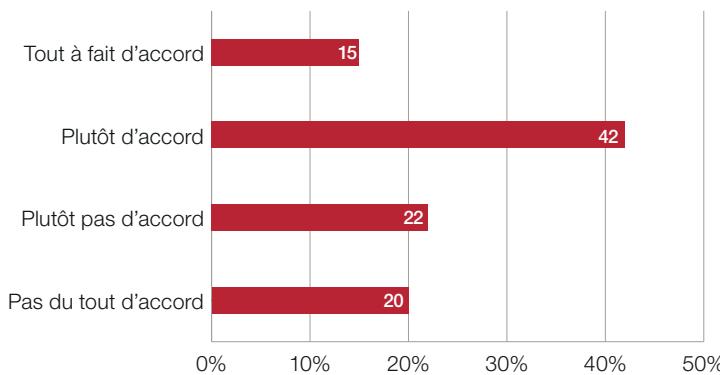
Nombre total de répondants : 118

Choix de réponses	Réponses
Nouveaux domaines d'activités ou nouveaux produits	58% 69
Ajustement du modèle commercial	47% 55
Fondation de filiales / de succursales	14% 16
Délocalisation	4% 5
Utilisation de licences	2% 2
Autres	10% 12
Aucune mesure	19% 23

Autres

- Restructuration interne
- Restructuration
- Stabilisation des coûts
- Diminution du staff
- Optimisation des coûts
- Investissements
- Sous-traitance
- Licencements
- Gel des augmentations de salaire, mais bonus discrétionnaire
- Réduction drastique des coûts – accélération du développement

Pensez-vous que votre société est à même d'identifier les opportunités d'affaires internationales ?



Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses
Tout à fait d'accord	15% 17
Plutôt d'accord	42% 48
Plutôt pas d'accord	22% 25
Pas du tout d'accord	20% 23

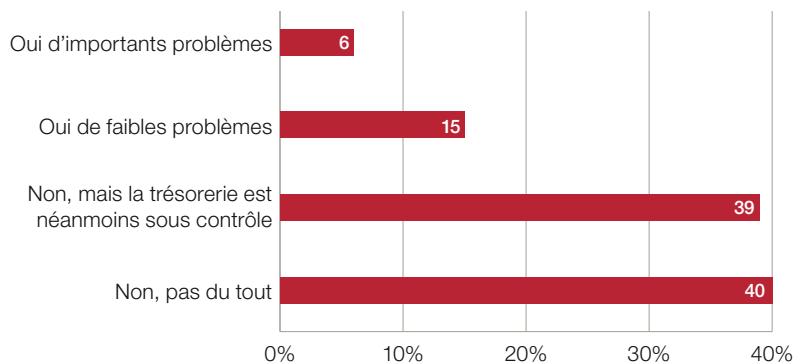


Malgré la décision de la BNS d'abandonner le taux plancher du franc suisse face à l'euro, une vaste majorité des sondés ne rencontre pas de problème de trésorerie.

4. Trésorerie

Malgré le franc fort, nous sommes agréablement surpris de constater que 79% des sondés ne souffrent pas de problème de trésorerie (78% en 2014) et que 63% n'ont pas subi le défaut de paiement de l'un de leurs partenaires, contre 54% en 2014. Même si 43% des sociétés souffrent du risque de devises étrangères, cela ne semble pas forcément lié à l'abandon du taux plancher du franc suisse face à l'euro car 72% des sondés expliquent qu'ils n'ont pas pris de mesures spécifiques suite à la décision de la BNS. Ce qui est plus surprenant est que 60% des sondés n'ont pas d'instruments financiers ou de comptes en devises étrangères pour minimiser ce risque de change. Nous constatons que nos clients PME qui gèrent leurs différentes devises en monnaies étrangères de manière active, le font le plus souvent avec des instruments financiers de type forward ou achat de devises à terme et ce de manière systématique ou ponctuelle. Cela dépend souvent de la volonté du management de pouvoir mesurer les performances de la société avec des taux de change aussi proches que possible des taux utilisés pour les budgets, mais également de certains coûts d'opportunité.

Votre société connaît-elle actuellement des problèmes liés à la trésorerie (liquidité) ?

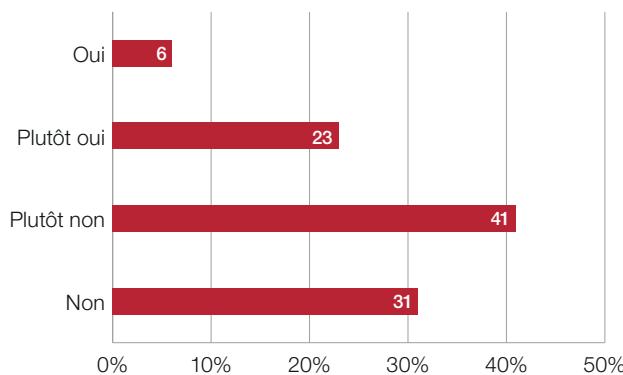


Nombre total de répondants : 118

Choix de réponses	Réponses
Oui d'importants problèmes	6% 7
Oui de faibles problèmes	15% 18
Non, mais la trésorerie est néanmoins sous contrôle	39% 46
Non, pas du tout	40% 47



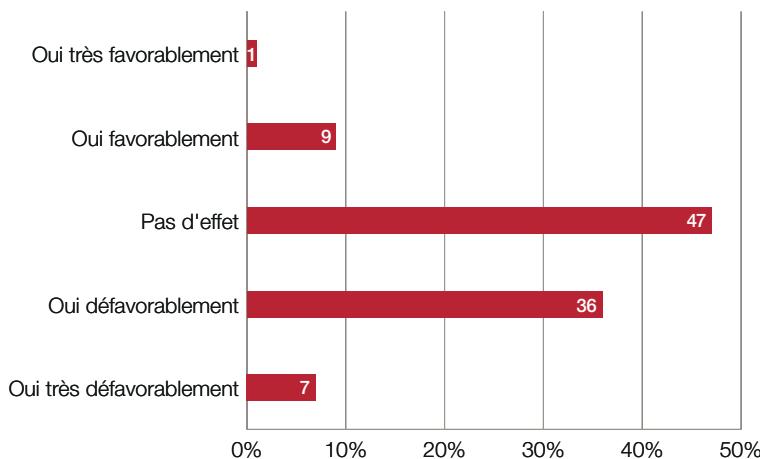
Pensez-vous que votre société pourrait connaître des problèmes de trésorerie à court terme ?



Nombre total de répondants : 118

Choix de réponses	Réponses
Oui	6%
Plutôt oui	23%
Plutôt non	41%
Non	31%

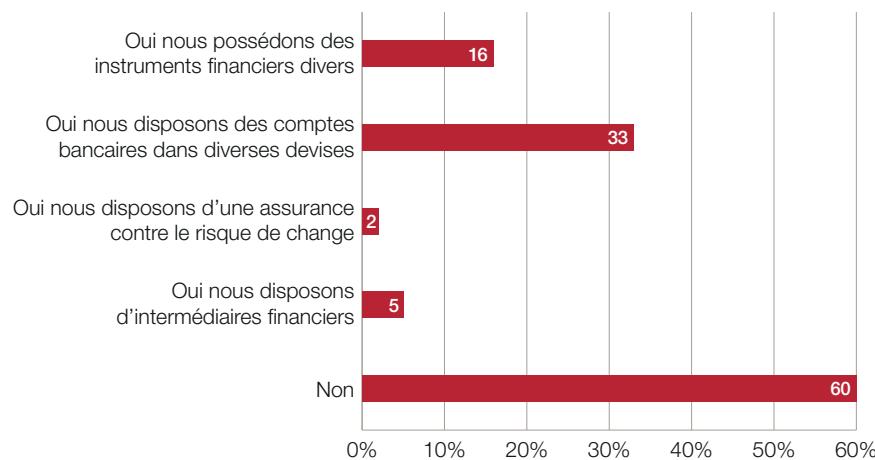
Le risque lié aux devises étrangères impacte-t-il la performance de votre entreprise ?



Nombre total de répondants : 118

Choix de réponses	Réponses
Oui très favorablement	1%
Oui favorablement	9%
Pas d'effet	47%
Oui défavorablement	36%
Oui très défavorablement	7%

Votre société est-elle prémunie contre le risque de taux de change ? (plusieurs réponses possibles)



Nombre total de répondants : 117

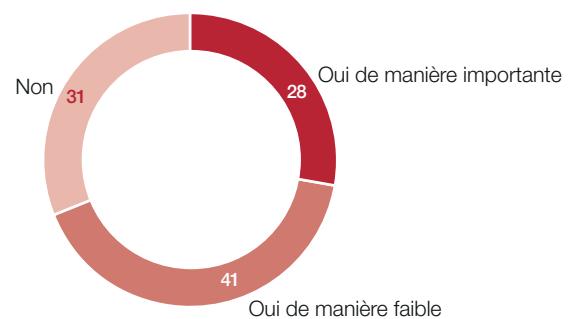
Choix de réponses	Réponses
Oui nous possédons des instruments financiers divers	16%
Oui nous disposons des comptes bancaires dans diverses devises	33%
Oui nous disposons d'une assurance contre le risque de change	2%
Oui nous disposons d'intermédiaires financiers	5%
Non	60%



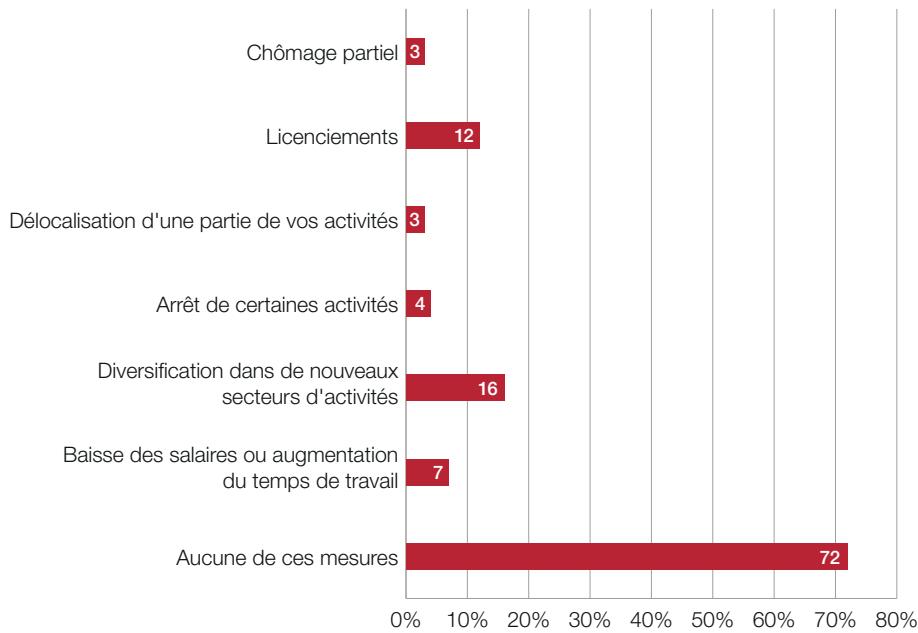
L'abandon du taux plancher du franc suisse face à l'euro par la BNS a-t-il un impact sur les résultats de votre société ?

Nombre total de répondants : 118

Choix de réponses	Réponses	
Oui	29%	34
Plutôt non	41%	48
Non	31%	36



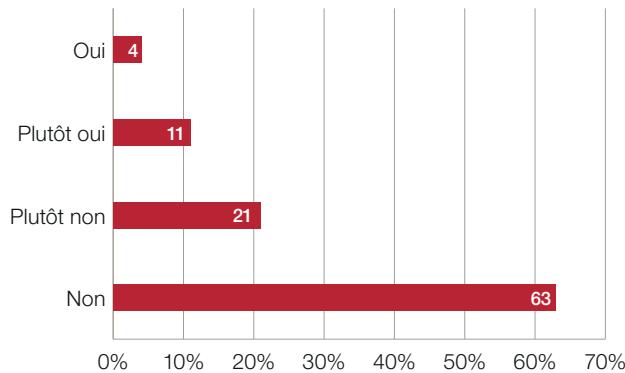
Avez-vous pris une ou plusieurs des mesures suivantes à cause du franc fort ? (plusieurs réponses possibles)



Nombre total de répondants : 116

Choix de réponses	Réponses
Chômage partiel	3% 3
Licenciements	12% 14
Délocalisation d'une partie de vos activités	3% 4
Arrêt de certaines activités	4% 5
Diversification dans de nouveaux secteurs d'activités	16% 19
Baisse des salaires ou augmentation du temps de travail	7% 8
Aucune de ces mesures	72% 83

Votre société a-t-elle été récemment confrontée à une défaillance d'un partenaire ?



Nombre total de répondants : 117

Choix de réponses	Réponses
Oui	4% 5
Plutôt oui	11% 13
Plutôt non	21% 25
Non	63% 74



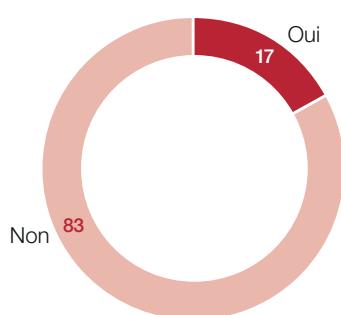
Les PME romandes ont un bon système de suivi de leurs dépenses et sont confiantes quant à la manière dont ces dernières sont gérées.

5. Ralentissement de l'économie

Seulement 17% des sociétés interviewées ont fait appel à des « cost killer » externes. Ces programmes semblent néanmoins utiles puisque sur les 20 entreprises qui ont fait appel à de tels programmes, 18 d'entre elles les ont jugés satisfaisants ou mieux. Le même raisonnement est applicable à l'audit des dépenses. La proportion des sondés à avoir fait appel à un audit de leurs dépenses est légèrement supérieur (36%), avec des résultats satisfaisants dans 85 % des cas. Ces statistiques sont

très similaires à ce que nous avions observé en 2014. Le ralentissement de l'économie n'a donc pas poussé les entreprises à se tourner d'avantage vers ces services pour réduire leurs coûts. Nous en concluons que les PME romandes ont un bon système de suivi de leurs dépenses et sont également confiantes quant à la manière dont ces dernières sont gérées.

Avec la crise et les mesures d'économie, avez-vous fait appel aux services d'un cost killer ou à un programme de réduction des coûts ?



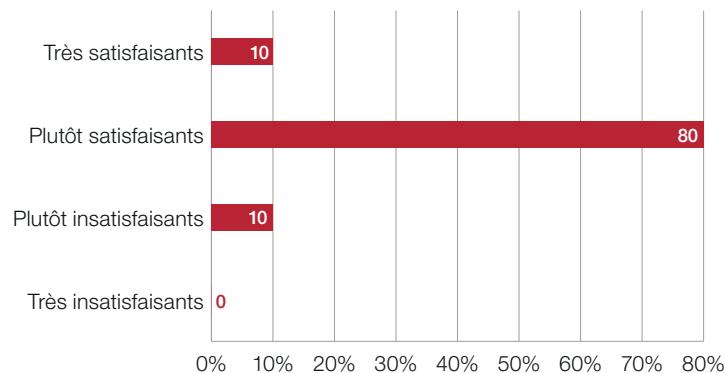
Nombre total de répondants : 117

Choix de réponses	Réponses	
Oui	17%	20
Non	83%	97

Comment jugez-vous les résultats de ce programme de réduction des coûts ?

Nombre total de répondants : 20

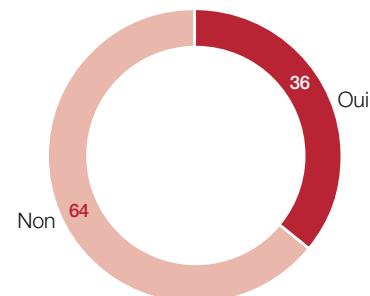
Choix de réponses	Réponses	
Très satisfaits	10%	2
Plutôt satisfaits	80%	16
Plutôt insatisfaits	10%	2
Très insatisfaits	0%	0



La crise et les mesures d'économie vous ont-elles incité à effectuer un audit de vos dépenses afin de mieux les contrôler ?

Nombre total de répondants : 118

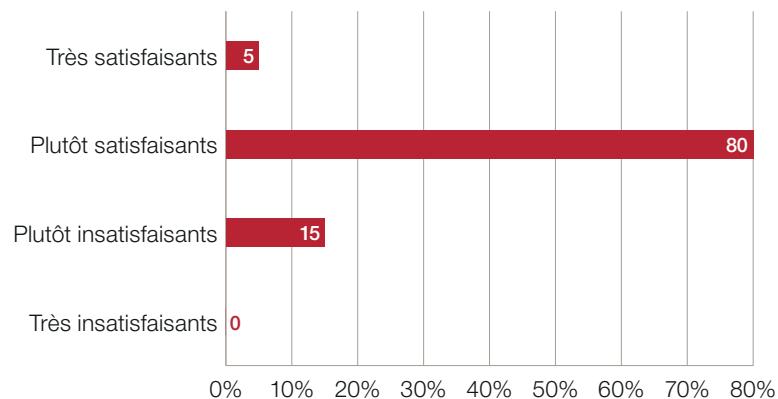
Choix de réponses	Réponses	
Oui	36%	42
Non	64%	76



Comment jugez-vous les résultats de cet audit ?

Nombre total de répondants : 41

Choix de réponses	Réponses	
Très satisfaits	5%	2
Plutôt satisfaits	80%	33
Plutôt insatisfaits	15%	6
Très insatisfaits	0%	0

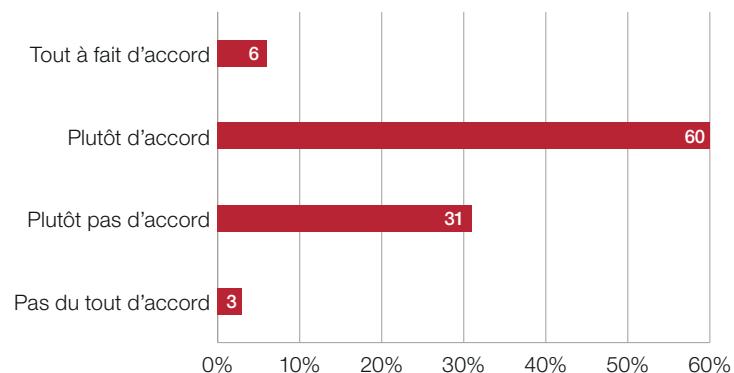


Les PME romandes considèrent majoritairement la réglementation suisse comme favorable à l'exportation.

6. *Conditions cadres*

La réglementation suisse est considérée comme plutôt favorable à l'exportation par 2/3 des répondants. Une diminution des contraintes administratives et une accélération des procédures administratives sont les mesures qui permettraient de renforcer le plus la position des PME en suisse romande (75 % des sondés jugent ceci important). Par contre, le poids des tâches administratives (déclaration d'impôts, décompte TVA, etc.) reste en majorité supportable. La 2e position est occupée par les allègements fiscaux. La baisse du taux d'impôt dans les cantons romands suite à la RIE III, qui sera traitée plus en détail ci-après, pourrait donc renforcer significativement la position des PME.

Pensez-vous que la réglementation suisse est favorable à l'exportation ?



Nombre total de répondants : 101

Choix de réponses	Réponses
Tout à fait d'accord	6%
Plutôt d'accord	60%
Plutôt pas d'accord	31%
Pas du tout d'accord	3%

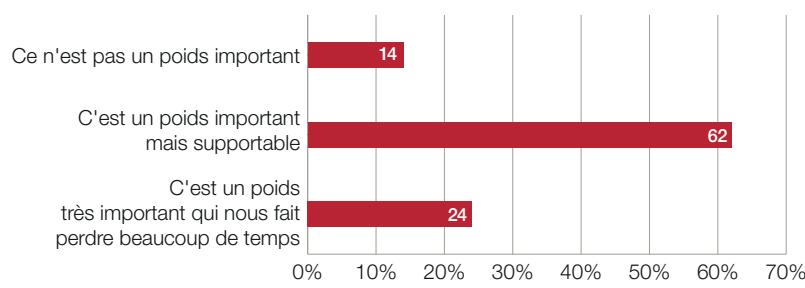
D'après vous, quelles mesures vous permettraient de renforcer votre position en Suisse et dans quel degré d'importance ?

Question	1 = Très importante	2 = Importante	3 = Pas vraiment importante	4 = Pas du tout importante	Nombre total de réponses	Moyenne
Encouragement fiscal à la recherche et au développement	29	27	31	20	107	2.39
Diminution des contraintes administratives et accélération des procédures administratives	39	43	25	2	109	1.91
Assouplissement de la protection contre le licenciement	6	17	68	16	107	2.88
Allègements fiscaux	31	46	27	5	109	2.06

Comment percevez-vous le poids des tâches administratives que vous devez remplir (déclaration d'impôts, décompte TVA, etc.) ?

Nombre total de répondants : 112

Choix de réponses	Réponses
Ce n'est pas un poids important	14%
C'est un poids important mais supportable	62%
C'est un poids très important qui nous fait perdre beaucoup de temps	24%



Le nombre de cessions/acquisitions est en augmentation, notamment en raison du passage de témoin de la génération baby-boom et d'une volonté de renouvellement et d'innovation. En Suisse, il est prévu qu'une entreprise sur cinq change de mains dans les prochaines cinq années.

7. Cessions/acquisitions

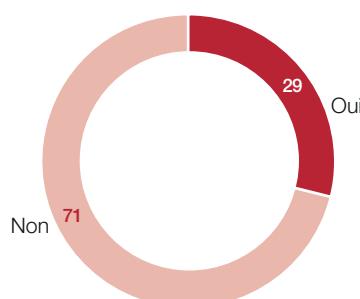
Profitant de la bonne santé de l'économie suisse ces dernières années, près d'un tiers des entreprises ayant répondu au sondage ont cédé ou acquis une entreprise ces trois dernières années. Cette tendance est en augmentation par rapport à notre enquête de 2014. Elle est portée par le passage de témoin de la génération baby-boom. La génération née entre 1945 et 1965 a approché, voire dépassé, l'âge de la retraite. Certains des entrepreneurs de cette génération n'ont pas de plan de succession familiale défini et se voient dans l'obligation de céder leurs entreprises. En Suisse, il est prévu qu'une entreprise sur cinq change de mains dans les prochaines cinq années.

À l'avenir, 61 % des entreprises interrogées pensent se diversifier dans de nouveaux domaines ou prévoient de changer leur « business model ». Cette statistique démontre la capacité des sociétés suisses à s'adapter à un environnement économique en mouvement ainsi qu'à viser le renouvellement et l'innovation. Cette volonté de changer se traduit également par le classement au premier rang de la Suisse dans les pays les plus innovants en Europe selon l'indice mondial de l'innovation 2015.

Plus de la moitié des entreprises interrogées envisagent de lever des fonds, voire de céder tout ou une partie de l'entreprise dans les prochaines années.

Ceci est lié au fait que 20 % des PME suisses devront trouver des solutions de succession dans les prochaines cinq années. Par ailleurs, cette statistique est renforcée par l'innovation au cœur des entreprises suisses, qui se traduit également par des changements capitalistiques et des levées de fonds au sein des sociétés.

Au cours des 3 dernières années, avez-vous acquis ou cédé une entreprise ?



Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses	
Oui	29%	33
Non	71%	80

Au cours des deux dernières années, nous avons identifié le «Top 10» des erreurs fréquentes pour les Start-up. Pour assurer la pérennité des sociétés il convient donc d'éviter les erreurs suivantes :

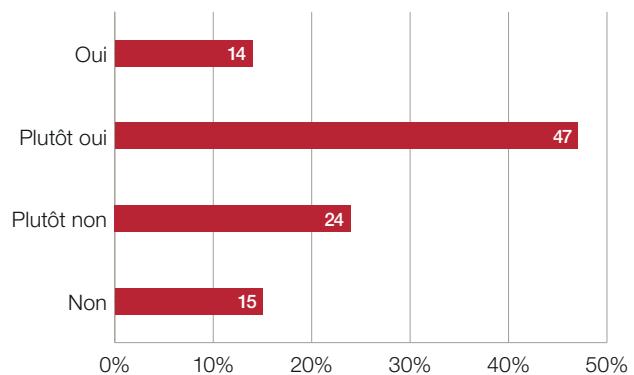
1. Ne pas avoir de vision stratégique ou de but clair
2. Faire cavalier seul
3. Rechercher trop de conseils ... ou aucun
4. Considérer le design du produit comme secondaire
5. Lancer un produit trop tard ou trop tôt

6. Ne pas avoir de plan de croissance
7. Cibler un marché trop petit
8. Financement/Levée de fonds (trop peu ou trop tard)
9. Manquer de connaissances en marketing et/ou en relations publiques
10. Faire le mauvais choix lors de l'embauche de personnel et/ou trop engager

Pensez-vous développer prochainement un nouveau secteur d'activité ou prévoyez-vous de modifier de façon importante l'activité de l'entreprise ?

Nombre total de répondants : 113

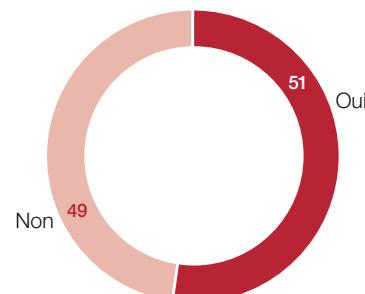
Choix de réponses	Réponses
Oui	14%
Plutôt oui	47%
Plutôt non	24%
Non	15%



Envisagez-vous de lever des fonds ou de céder tout ou partie de votre entreprise dans les 5 ans ?

Nombre total de répondants : 112

Choix de réponses	Réponses
Oui	51%
Non	49%



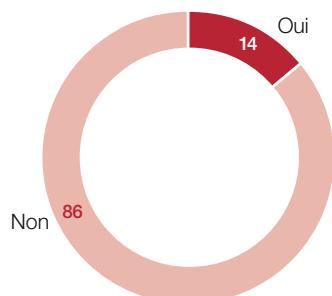
Les PME romandes trouvent les ressources humaines dont elles ont besoin et ne semblent pas s'inquiéter de l'évolution de la législation en matière de droits des étrangers en Suisse.

8. Main d'œuvre

Aujourd'hui, les PME romandes ne semblent pas s'inquiéter de l'évolution de la législation en matière de droits des étrangers en Suisse. La grande majorité des entreprises semble trouver, avec plus ou moins de difficulté selon les branches, les ressources humaines dont elles ont besoin. Pour l'instant très peu d'entreprises ont fait des démarches spécifiques pour mettre en place de nouvelles stratégies et processus afin d'être prêtes lorsque l'initiative concernant l'immigration de masse sera mise en œuvre.

Ces résultats sont tout-à-fait en concordance avec ce que nous pouvons observer chez nos clients, qui s'attendent en grande majorité à ce que des solutions pragmatiques soient trouvées afin de contenter tout le monde, Union européenne comprise.

Suite à la votation du 9 février 2014 sur l'initiative « Contre l'immigration de masse », avez-vous remarqué un durcissement de pratique des autorités suisses ?



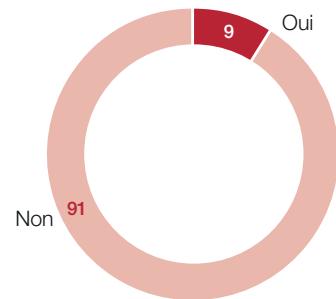
Nombre total de répondants : 111

Choix de réponses	Réponses	
Oui	14%	15
Non	86%	96

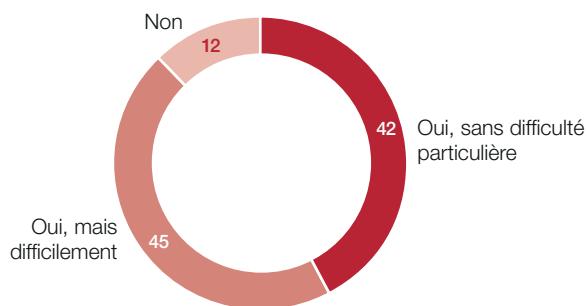
Avez-vous engagé des moyens supplémentaires afin de pouvoir obtenir les autorisations de travail nécessaires à votre activité (temps consacré, recours à du personnel supplémentaire ou recours à des prestataires externes spécialisés dans ce domaine) ?

Nombre total de répondants : 112

Choix de réponses	Réponses
Oui	9%
Non	91%



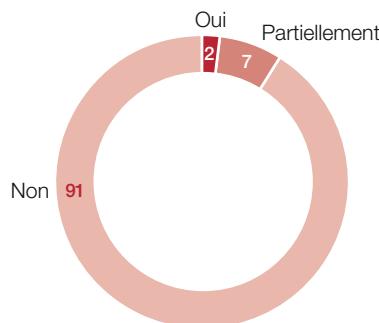
Trouvez-vous actuellement suffisamment de personnel qualifié sur le marché du travail suisse et européen?



Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses
Oui, sans difficulté particulière	42%
Oui, mais difficilement	45%
Non	12%

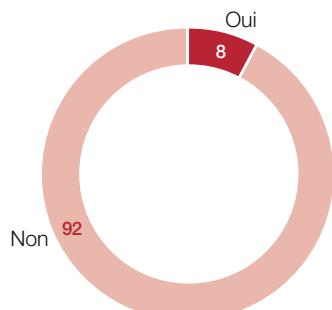
Avez-vous modifié votre stratégie commerciale et de développement en réaction à la votation du 9 février 2014 ?



Nombre total de répondants : 112

Choix de réponses	Réponses
Oui	2%
Partiellement	7%
Non	91%

Avez-vous réfléchi à délocaliser votre société ou une partie de vos activités hors de Suisse suite aux restrictions mises en place par les autorités migratoires et à la future mise en œuvre de l'initiative ?



Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses
Oui	8%
Non	92%



Plus de la moitié des entreprises pense se tourner vers des sources de financement externe pour se développer dans le futur. Celles qui ne l'envisagent pas se reposent en grande majorité sur leurs capacités à s'autofinancer.

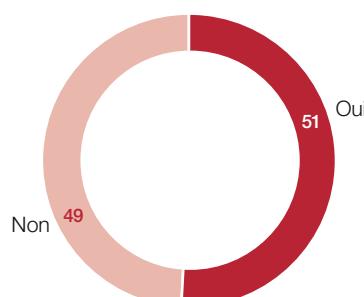
9. Financement externe

Plus de la moitié des entreprises pense se tourner vers des sources de financement externe pour mener à bien leurs développements futurs. Les taux d'intérêts actuels sont historiquement au plus bas et créent un environnement propice au recours au financement auprès de sociétés tierces. Par ailleurs, les investisseurs privés tels que les fonds de private equity ont à disposition des liquidités abondantes et sont une source de financement et de développement pour les entreprises.

Une grande partie des entreprises sondées choisirraient en premier lieu la banque de leur société pour se financer. Les taux d'intérêts bas ainsi que la relation de confiance que les sociétés entretiennent avec leurs banques priment sur le choix. Par ailleurs, 41 % des sociétés solliciteraient également les investisseurs en capital, démontrant ainsi le besoin des sociétés en capitaux et en expertises externes pour le développement de leurs futurs projets.

Quant aux sociétés qui ne vont pas rechercher de fonds externes, une grande majorité des répondants pensent que leur entreprise est capable de s'autofinancer. Les statistiques démontrent ainsi une tendance des propriétaires des entreprises à vouloir contrôler au maximum la structure bilancielle ainsi que l'actionnariat de la société.

Dans le cadre de votre développement futur, pensez-vous faire appel à des sources de financement externe ?



Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses
Oui	51% 58
Non	49% 55

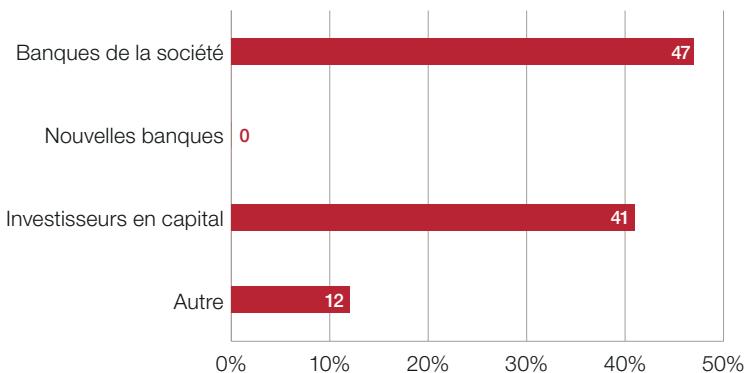
Vers qui pensez-vous vous tourner pour votre financement ?

Nombre total de répondants : 58

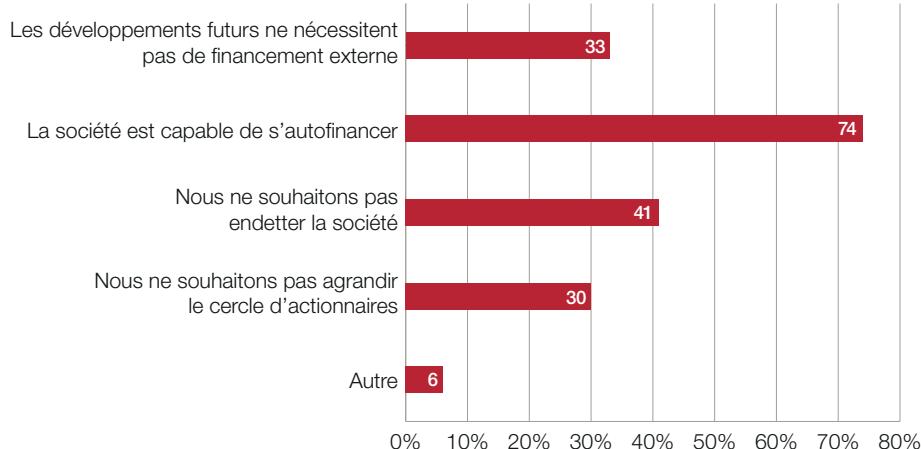
Choix de réponses	Réponses
Banques de la société	47%
Nouvelles banques	0%
Investisseurs en capital	41%
Autre	12%

Autres

- Banques et Investisseurs
- Partenaires financiers
- Placement privé
- Groupe industriel
- Donateurs



Pour quelle(s) raison(s) ne souhaitez-vous pas de sources de financement externes (plusieurs réponses possibles) ?



Nombre total de répondants : 54

Choix de réponses	Réponses
Les développements futurs ne nécessitent pas de financement externe	33% 18
La société est capable de s'autofinancer	74% 40
Nous ne souhaitons pas endetter la société	41% 22
Nous ne souhaitons pas agrandir le cercle d'actionnaires	30% 16
Autre	6% 3

Autres

- Entreprise familiale à fonds privés
- Nous souhaitons rester autofinancés dans le groupe

Les PME romandes restent dans l'attente de connaître l'ensemble des mesures de la 3e réforme fiscale des entreprises pour estimer l'impact sur leur situation spécifique.

10. Fiscalité

La 3e réforme fiscale des entreprises («RIE III») est un sujet désormais bien connu des entrepreneurs, mais on peut noter que près de la moitié des entreprises (45 %) estime ne pas être suffisamment informée. Il est intéressant de relever qu'une petite majorité (57 %) estime qu'elle va tirer bénéfice de cette réforme fiscale. Ceci démontre que malgré la baisse de taux d'imposition ordinaire des entreprises déjà annoncée, voire déjà décidée dans certains cantons (par exemple Vaud), les entreprises restent dans l'attente de connaître l'ensemble des mesures pour estimer l'impact sur leur situation spécifique.

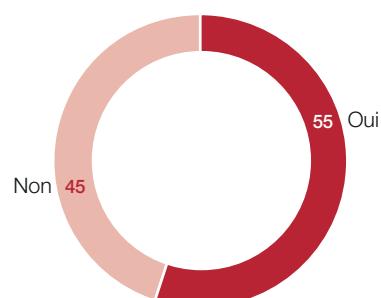
S'agissant des mesures que chaque entreprise doit prendre en relation avec la RIE III, une écrasante majorité (74 %) estime qu'il convient d'attendre le texte final. Pour rappel, le texte final de la RIE III devrait être connu à la fin de cette année 2016, alors que l'entrée en vigueur de la RIE III devrait survenir aux alentours de 2018-2020 seulement. En tout état de cause, conformément à ce que pense la majorité des entreprises, il paraît opportun de ne pas attendre l'entrée en vigueur de la loi pour se préparer aux nouvelles conditions-cadres fiscales.

En revanche, la nouvelle transparence fiscale qui va s'appliquer ces prochaines années aux entreprises (échange automatique de renseignements par les autorités fiscales suisses, échange de rulings au niveau international, etc.) est un sujet que les entreprises connaissent nettement moins, puisque près des deux tiers (63 %) n'en ont pas entendu parler. Ces modifications fondamentales, qui ne concernent pas que les banques ou les multinationales, sont donc appelées à devenir prochainement un thème de débat plus intense.

Pensez-vous être suffisamment informé de la future réforme fiscale des entreprises (RIE III) actuellement en discussion ?

Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses	
Oui	55%	62
Non	45%	51

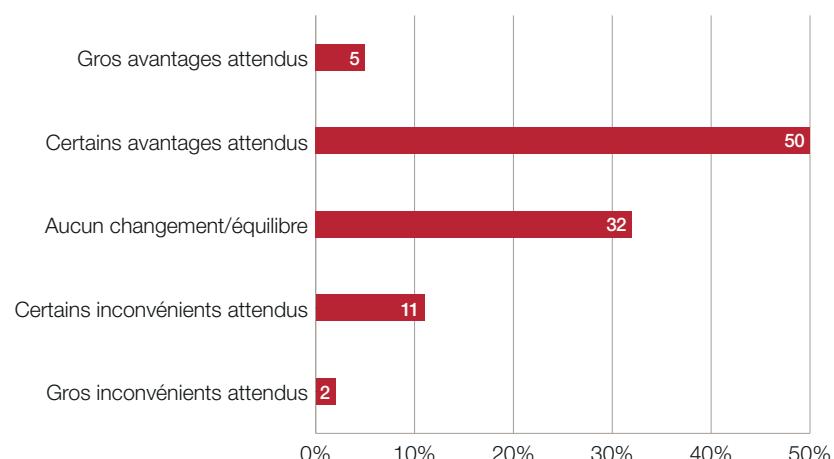




Pensez-vous que vous pouvez bénéficier de cette réforme (RIE III) ?

Nombre total de répondants : 103

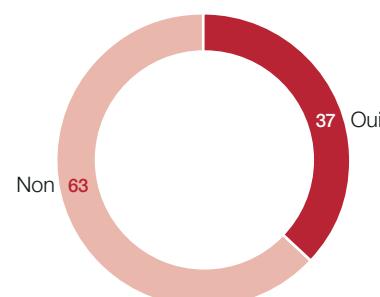
Choix de réponses	Réponses
Gros avantages attendus	5
Certains avantages attendus	50
Aucun changement/équilibre	32
Certains inconvénients attendus	11
Gros inconvénients attendus	2



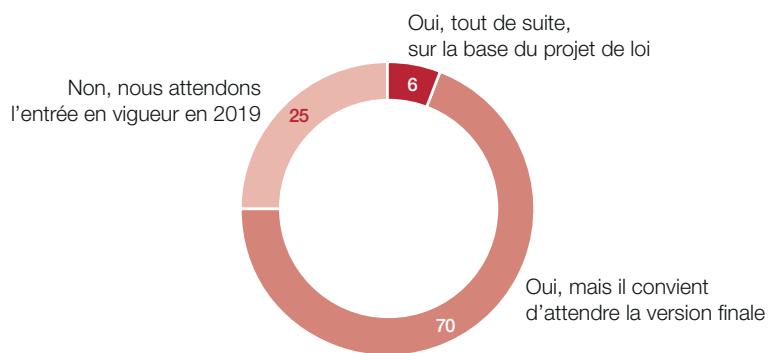
Avez-vous entendu parler de la nouvelle transparence fiscale qui s'appliquera aux entreprises dès 2017 ?

Nombre total de répondants : 110

Choix de réponses	Réponses
Oui	37%
Non	63%



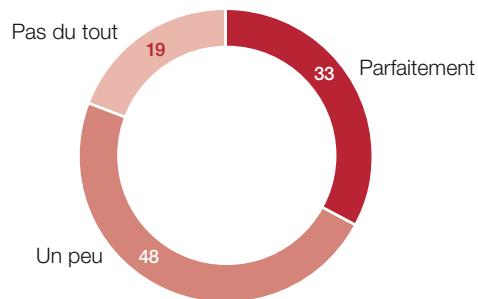
Pensez-vous qu'il faille dès maintenant prendre des mesures pour se préparer à la RIE III ?



Nombre total de répondants : 106

Choix de réponses	Réponses
Oui, tout de suite, sur la base du projet de loi	6%
Oui, mais il convient d'attendre la version finale	70%
Non, nous attendons l'entrée en vigueur en 2019	25%

Connaissez-vous les opportunités et les différences, pour le directeur-actionnaire, entre la rémunération sous forme de salaire ou sous forme de dividendes ?



Nombre total de répondants : 112

Choix de réponses	Réponses
Parfaitement	33%
Un peu	48%
Pas du tout	19%

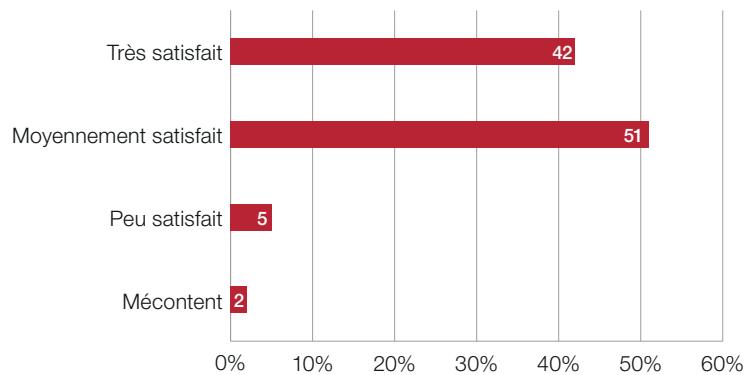


Les PME romandes recherchent aujourd’hui des solutions « cloud » et sont prêtes à investir davantage dans la sécurité et la protection de leurs données.

11. Systèmes d'information

Tout comme en 2014, les dirigeants d'entreprises restent satisfaits (93%) de leur informatique, même si 51% d'entre eux l'estiment trop chère tout en admettant ne pas pouvoir s'en passer plus de 3 jours (90%). Ils recherchent à présent des solutions « cloud » permettant de limiter les coûts de licences, le recours aux intégrateurs externes, l'achat d'équipements et, en même temps, le moyen d'abaisser leurs factures de télécommunication. En contrepartie, ils entendent investir davantage dans la sécurité et la protection de leurs données.

Quel est votre degré de satisfaction générale par rapport à votre système informatique ?



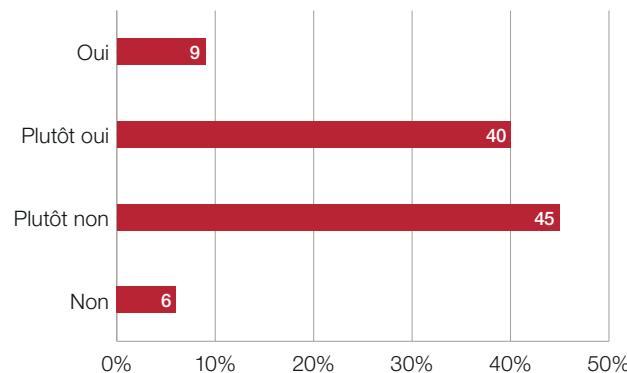
Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses
Très satisfait	42%
Moyennement satisfait	51%
Peu satisfait	5%
Mécontent	2%

Avez-vous le sentiment que votre informatique coûte trop cher ?

Nombre total de répondants : 113

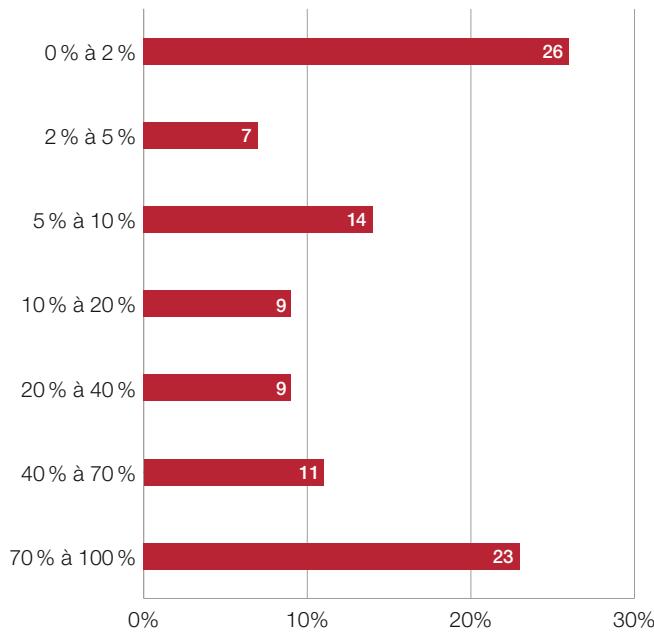
Choix de réponses	Réponses
Oui	9%
Plutôt oui	40%
Plutôt non	45%
Non	6%



Pensez-vous pouvoir améliorer vos coûts relatifs aux systèmes d'information dans les domaines suivants ?

Question	1 = Pas du tout d'accord	2 = En désaccord	3 = Ni d'accord, ni en désaccord	4 = D'accord	5 = Tout à fait d'accord	Nombre total de réponses	Moyenne
Frais de personnel – maintenance	16	17	42	27	4	106	2.87
Frais de personnel – développement applicatif	16	18	43	24	3	104	2.81
Frais de personnel – support technique	12	21	41	27	4	105	2.90
Hardware	8	21	38	35	2	104	3.02
Software/Licences	9	19	33	37	6	104	3.12
Service/Consultants	10	17	41	31	6	105	3.06
Télécommunication	6	11	30	45	14	106	3.47
Formation	6	17	62	17	2	104	2.92

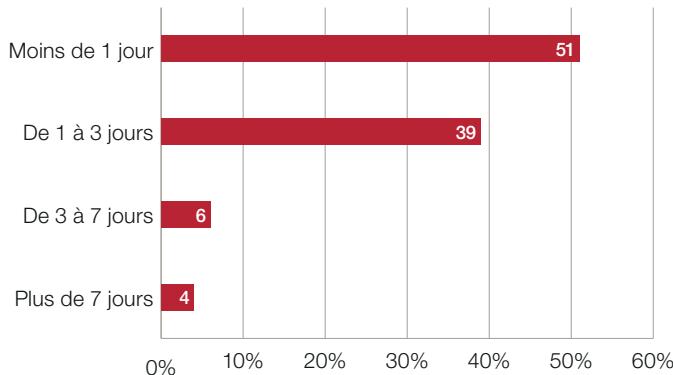
Quel pourcentage de vos coûts informatiques (personnel, infrastructure, licences, etc.) correspond à des activités externalisées ?



Nombre total de répondants : 108

Choix de réponses	Réponses
0 % à 2 %	26%
2 % à 5 %	7%
5 % à 10 %	14%
10 % à 20 %	9%
20 % à 40 %	9%
40 % à 70 %	11%
70 % à 100 %	23%

Combien de temps pourriez-vous travailler sans informatique ?

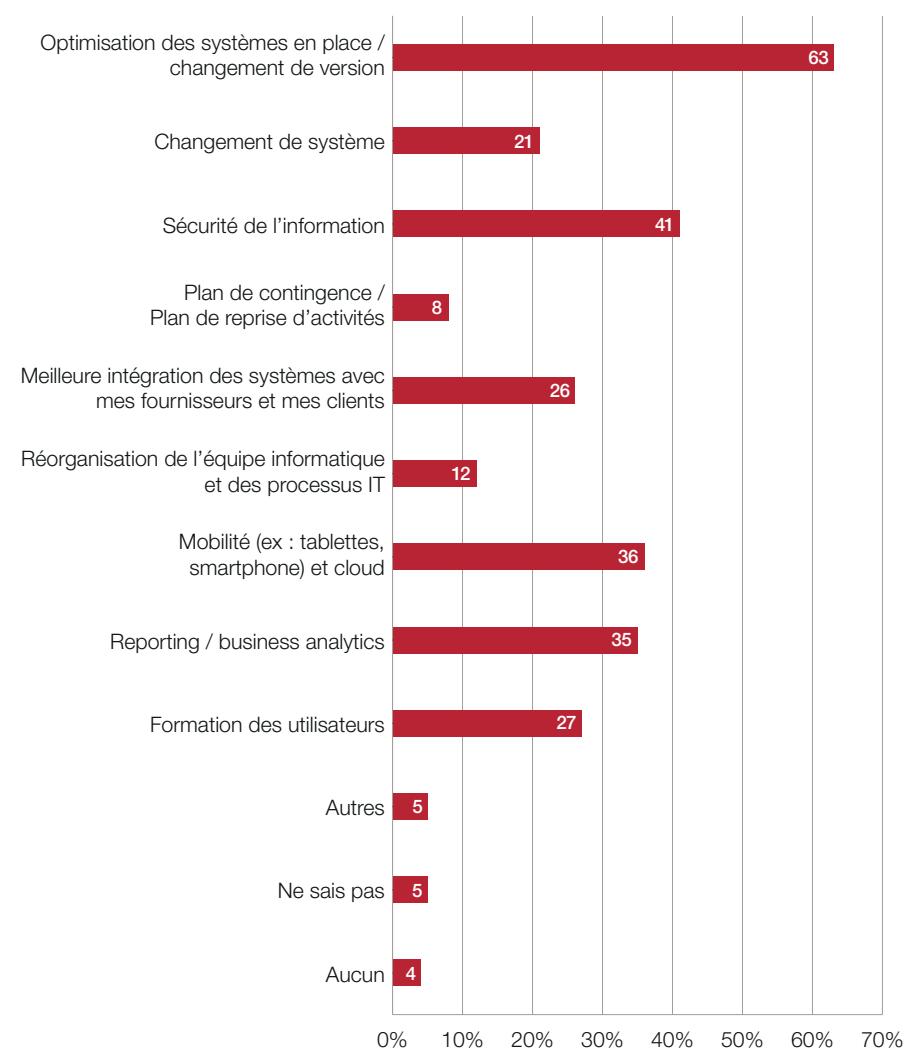


Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses
Moins de 1 jour	51%
De 1 à 3 jours	39%
De 3 à 7 jours	6%
Plus de 7 jours	4%



Dans quel(s) domaine(s) informatique(s) allez-vous investir plus particulièrement durant les 2 prochaines années ? (plusieurs réponses possibles)



Nombre total de répondants : 113

Choix de réponses	Réponses
Optimisation des systèmes en place/ changement de version	63% 71
Changement de système	21% 24
Sécurité de l'information	41% 46
Plan de contingence/ Plan de reprise d'activités	8% 9
Meilleure intégration des systèmes avec mes fournisseurs et mes clients	26% 29
Réorganisation de l'équipe informatique et des processus IT	12% 14
Mobilité (ex : tablettes, smartphone) et cloud	36% 41
Reporting/business analytics	35% 40
Formation des utilisateurs	27% 30
Autres	5% 6
Ne sais pas	5% 6
Aucun	4% 4

Autres

- Backup
- e-facture
- Changement de serveur
- Site web
- Remplacement ERP + CRM/SFS



Vos interlocuteurs PwC en Romandie :



Didier Ehret

Associé, Responsable PME et entreprises familiales

PwC Lausanne

Tél +41 58 792 82 99

Mobile +41 79 508 77 93

didier.ehret@ch.pwc.com



François Burgat

Directeur, Responsable du bureau de Neuchâtel

PwC Neuchâtel

Tél +41 58 792 67 86

Mobile +41 79 321 03 73

francois.burgat@ch.pwc.com



Philippe Tzaud

Associé, Responsable du bureau de Genève

PwC Genève

Tél +41 58 792 92 66

Mobile +41 79 643 46 42

philippe.tzaud@ch.pwc.com



Cédric Portier

Directeur, Responsable conseil juridique et fiscal pour les PME et entreprises familiales

PwC Lausanne

Tél +41 58 792 82 19

Mobile +41 78 808 60 15

cedric.portier@ch.pwc.com



Dominique Lustenberger

Associé, Responsable du bureau de Lausanne

PwC Lausanne

Tél +41 58 792 82 00

Mobile +41 79 210 54 82

dominique.lustenberger@ch.pwc.com



André Maeder

Associé, Responsable conseil économique pour les PME et entreprises familiales

PwC Genève

Tél +41 58 792 91 54

Mobile +41 79 774 69 49

andre.maeder@ch.pwc.com

